



Liberté • Egalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L'ISERE

DREAL RHÔNE-ALPES

Arrivée: 09 DEC. 2015

COPIE

Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes

Unité Territoriale de l'Isère  
Cellule risques chroniques  
Subdivision T1

Lyon, le 20/11/2015

Référence : 2015-Is156T1

Affaire suivie par : Benjamin BRUN  
benjamin.brun@developpement-durable.gouv.fr  
Tél. 04 76 69 34 47 – Fax : 04 38 49 91 95

DEPARTEMENT DE L'ISERE  
Société MODUS VALORIS à BOURGOIN-JALLIEU  
RAPPORT AU CODERST  
Rapport de l'inspection des installations classées

**Objet :** Modification des conditions d'exploitation

**Réf. :** dossier du 24 juin 2015

**Raison sociale :** MODUS VALORIS

**Gérant :** M. Guy MOULIN

**Adresse du siège social de l'établissement :** 38, petite rue de la plaine  
38307 BOURGOIN JALLIEU

**Adresse de l'établissement :** idem

**N° S3IC :** 61.2814

**Priorité DREAL :** P3 non délégué

**PJ :** projet de prescriptions

**Copies :** T1 (CODERST) - Chrono

## 1 – Instruction de l'affaire

### 1.1 - Présentation de l'entreprise

La société Modus Valoris est une SARL créée en 2000 qui exploite au 38, petite rue de la plaine à Bourgoin-Jallieu une plateforme de maturation de mâchefers provenant de plusieurs unités d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) dont celles de Bourgoin-Jallieu, Grenoble, Lyon Sud.

Les conditions d'exploitation de cette plate-forme de valorisation de mâchefers sont fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2010-09987 du 3 décembre 2010 qui a abrogé et remplacé les dispositions prévues antérieurement par l'arrêté d'autorisation d'exploiter en date du 23 juillet 1997.

Le site actuel est autorisé pour une capacité maximale nominale de mâchefers de 160 000 tonnes par an ainsi que pour une plate-forme de transit de matériaux inertes d'une capacité maximale de 100 000 tonnes.

### 1.2 - Le projet

La demande de modification des conditions d'exploitation fait suite aux évolutions de la réglementation en matière de traitement des mâchefers issus d'UIOM et principalement de l'arrêté ministériel (AM) du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux. Les nouvelles dispositions prévoient notamment que les mâchefers traités fassent l'objet, suite à une caractérisation physico-chimique, d'une identification permettant un usage de type 1 ou de type 2. Chacun de ces usages est accompagné de recommandations de mise en œuvre et de restriction d'utilisation.

L'application de cette évolution réglementaire engendre la réalisation de stockage de mâchefers moins volumineux mais plus nombreux et elle nécessite donc une surface de stockage plus importante. Le projet présenté par l'exploitant consiste donc à renoncer à l'activité relative au transit de matériaux inertes de façon à pouvoir disposer d'une surface suffisante pour l'activité de traitement des mâchefers. On notera qu'actuellement les dispositions de l'AM précité sont respectées, du fait que l'exploitant ne prend plus en charge sur sa plateforme, les mâchefers qui proviennent de l'UIOM de Villefranche sur Saône.

Cette demande de modification des conditions d'exploiter est donc réalisée à volume d'activité constant. Ce projet s'accompagne également de la mise en œuvre de dispositions de nature à limiter voire supprimer des nuisances sonores et de retombées de poussières dénoncées par certains riverains en déplaçant les installations de tri et de criblage au centre du site.

Le présent rapport propose des suites à donner à la demande de l'exploitant, impose les actions de modernisation prises en réponse aux plaintes de voisinage et acte également les actions menées pour répondre aux exigences de la directive cadre sur l'eau (action RSDE).

### 1.3 – Modification du site

#### 1.3.1 Organisation de la zone actuellement exploitée pour le transit de matériaux inertes

L'exploitant a prévu que l'exploitation de cette zone respectera les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité. En effet, son exploitation est calquée sur celle qui existe actuellement sur les autres parties du site. En particulier, cette zone sera imperméabilisée et les eaux pluviales de ruissellement seront collectées pour être traitées dans les bassins actuels.

#### 1.3.2 Modernisation des installations

Après plusieurs échanges avec l'inspection, la société MODUS VALORIS s'est engagée à modifier et déplacer avant le 31 mars 2016 une partie de son unité de tri et criblage des mâchefers bruts, dont l'exploitation a été identifiée comme fortement contributrice des émissions les plus importantes de poussières et de bruit. Cette nouvelle unité sera conçue et fabriquée en Isère par les sociétés MTB RECYCLING à TREPT et ERMAC à COLOMBE pour un investissement total de l'ordre de 2 millions d'euros qui permettra de limiter les émissions de poussières et de bruit.

Ainsi, la modernisation s'accompagnera du déplacement du lieu d'implantation de la partie finale des installations vers le centre de la plate-forme, ce qui l'éloignera de plus de 100 m des habitations.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint impose ces modifications et prescrit :

- au lieu des mesures de bruits périodiques triennales des mesures annuelles dont la première devra être réalisée dans un délai maximal de 2 mois après la fin des travaux de modernisation précités.
- une mesure de retombées de poussières dont la périodicité est actuellement annuelle avant le 30 juin 2016.

Ces mesures permettront d'évaluer l'efficacité des mesures prises par l'exploitant.

### 1.3.3 Action RSDE

Afin d'améliorer la qualité du milieu aquatique et de garantir la santé des populations, l'action RSDE vise à réduire les impacts des rejets dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement. Cette action RSDE fait suite aux obligations fixées par la directive européenne 2000/60/CE du 23 octobre 2000 dite directive cadre sur l'eau (DCE).

Elle s'imposait à toutes les installations classées ayant des rejets liquides. Dans le cadre de cette démarche RSDE, il avait été demandé à la société MODUS VALORIS de réaliser un plan d'action non pas parce que les rejets étaient très pollués mais parce qu'ils pouvaient impacter le ruisseau Le BION dans lequel ils étaient rejetés compte tenu du très faible débit de ce cours d'eau. La solution trouvée a été le raccordement des effluents au réseau d'assainissement qui a pour exutoire la station d'épuration de Bourgoin-Jallieu. Ce rejet est effectué après collecte et traitement par décantation dans les 3 bassins présents sur le site. Une convention de rejet a été signée avec le gestionnaire de la STEP de Bourgoin-Jallieu le 24 novembre 2014.

## **2 – Consultation de l'exploitant**

Par message électronique du 18 novembre 2015, l'exploitant n'a formulé aucune remarque sur le projet de prescriptions ci-joint.

## **3 – Conclusion et propositions**

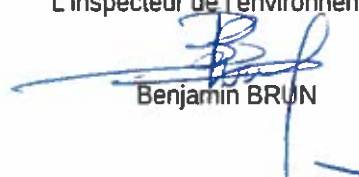
Compte tenu des éléments d'appréciation fournis par l'exploitant, il ressort que les modifications envisagées par la société MODUS VALORIS permettront :

- sans augmentation des capacités de mâchefers autorisées sur le site, la gestion de l'intégralité de la capacité nominale autorisée dans le respect des dispositions de l'AM du 18 novembre 2011,
- d'apporter une réponse au problème de bruits et de retombées de poussières,
- de répondre aux exigences de réduction des impacts dans l'eau prévues par l'action RSDE.

Dans ce contexte et compte tenu de l'ensemble des dispositions prises par l'exploitant, nous proposons sous réserve du respect des dispositions du projet d'arrêté préfectoral ci-joint, de donner une suite favorable à cette demande de modification.

Conformément à l'article R.512-33 du livre V du code de l'environnement, nous proposons à monsieur le préfet de l'Isère d'imposer par voie d'arrêté préfectoral complémentaire à la société MODUS VALORIS les prescriptions techniques ci-jointes, après avoir sollicité l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

à Grenoble, le 20 novembre 2015  
L'inspecteur de l'environnement

  
Benjamin BRUN

Vu, adopté et transmis,  
à monsieur le préfet de l'Isère,  
pour la directrice, par délégation  
Le chef de l'unité Prévention des Pollutions, Santé-Environnement

  
Yves Marie VASSEUR

53941, 10 - 4 DEC. 2015



**Prescriptions complémentaires applicables à la société  
MODUS VALORIS  
38, petite rue de la plaine  
38307 BOURGOIN JALLIEU**

**Article 1**

La liste des installations relevant d'une rubrique de la nomenclature des installations classées mentionnée à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2010-09987 du 3 décembre 2010 est remplacée par le présent tableau des activités.

Nomenclature ICPE Rubriques concernées	Nature de l'activité	Volume de l'activité	Régime
<b>2791-1</b>	Installation de traitement de déchets non dangereux : Installation de maturation et d'élaboration des mâchefers	Capacité nominale  Mâchefers bruts : 160 000 t/an soit 750 t/j en moyenne sur 220 jours/an	<b>A</b>
<b>2716-1</b>	Installation de tri, transit ou regroupement de mâchefers d'unité d'incinération d'ordures ménagères (UOM)	120 000m <sup>3</sup>	<b>A</b>
<b>2517</b>	Station de transit de produits minéraux inertes	8 750 m <sup>2</sup>	<b>D</b>
<b>2713</b>	Installation de transit et de tri de métaux	990 m <sup>2</sup>	<b>D</b>

A : Autorisation ; NC : non classé

**Article 2**

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux sont applicables au site. Toutes dispositions de l'arrêté préfectoral n°2010-09987 du 3 décembre 2010 contraires aux dispositions de l'arrêté ministériel précité sont abrogées.

**Article 3**

Les articles 1.2.2, 1.2.3 et 2.3.3 de l'arrêté préfectoral n°2010-09987 du 3 décembre 2010 sont remplacés par les dispositions suivantes :

L'activité est autorisée sur les parcelles n° 26, 32 et 33 lieu dit « les verts » à l'exception de la zone naturelle définie dans le plan local d'urbanisme de la commune de Bourgoin-Jallieu approuvé le 27 janvier 2014. La zone naturelle doit être délimitée par un géomètre et sa limite matérialisée à l'aide de moyens fixes et pérennes. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour maintenir à leur vocation de zone naturelle les parties du site concernées afin de préserver les habitats naturels (zone humides, zones boisées, prairies, mares,...).

La surface occupée par les installations (équipements, aires de stockages, aires de circulation, bassins de stockage des eaux pluviales,...) est au maximum de 42 272 m<sup>2</sup>.

#### Article 4

Avant le début de l'exploitation de l'installation de maturation de mâchefers (IME) sur une surface supérieure à celle mentionnée dans l'arrêté préfectoral n°2010-09987 du 3 décembre 2010 à savoir 30 312 m<sup>2</sup>, l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées un état de conformité de son IME aux dispositions des arrêtés préfectoraux et ministériel applicables à l'ensemble de ses installations.

#### Article 5

L'article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral n°2010-09987 du 3 décembre 2010 est complété par les dispositions suivantes :

Avant le 31 mars 2016, l'exploitant réalisera les modifications nécessaires pour que le lieu de sortie du mâchefer traité par son unité de triage et de criblage soit disposé à l'opposé du chemin des marais à une distance d'au moins 120 mètres.

Une campagne de retombées de poussières doit être réalisée avant le 30 juin 2016.

Le chapitre 2-7 de l'arrêté préfectoral n°2010-09987 du 3 décembre 2010 est modifié en ce qui concerne la fréquence des contrôles des niveaux sonores comme suit :

L'exploitant doit faire procéder à une campagne annuelle de mesure de bruits. La première mesure interviendra dans les 2 mois après l'achèvement des travaux visés au présent article puis une fois par an.

#### Article 6

Les articles 4.3.5 et 4.3.8 de l'arrêté préfectoral n°2010-09987 du 3 décembre 2010 sont remplacés par les dispositions suivantes :

Tout rejet d'eaux de ruissellement collectées et traitées dans les bassins de décantation est interdit dans le milieu naturel, en particulier dans Le Bion. Le rejet des eaux précitées est réalisé dans le réseau d'assainissement collectif qui a pour exutoire la station d'épuration collective (STEP) située à Bourgoin-Jallieu. Une convention de rejet doit être signée entre l'exploitant et le gestionnaire de la STEP.

Les rejets ne pourront être réalisés que si les résultats de l'analyse préalable à leur rejet par bâchées respectent les caractéristiques suivantes :

Paramètres	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Paramètres	Concentration moyenne journalière (mg/l)
MES	600	Cuivre	5
DCO	2000	Mercure	0,05
DCO dure	30	Plomb	0,5
DBO5	800	Cadmium	0,2
Azote global (NGL)	150	Chrome VI	0,1
Phosphore total	50	Arsenic	0,1
Hydrocarbures totaux	10	Cyanures	0,1
Métaux lourds	10	Phénols	0,5
Zinc	5		

Le débit journalier maximum est fixé à 80 m<sup>3</sup>.